

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
1 rue de la Cité-Administrative
Cité administrative, Bât. G
BP 80002 - Cedex 9
31074 Toulouse

Foix, le 2 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 2 mars 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société Carrrières et Matériaux du Grand Ouest (CMGO)

Route de Mazères
Lieu-dit Devant Larlenque
09700 SAVERDUN

Références : FH/2022/

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 mars 2022 dans l'établissement CMGO implanté Route de Mazères Lieu-dit Devant Larlenque 09700 SAVERDUN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'application du protocole de remblaiement des carrières signé le 10 janvier 2014.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société CMGO (ex-Gaïa)
- Route de Mazères Lieu-dit Devant Larlenque 09700 SAVERDUN
- Code AIOT dans GUN : 0006802108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société CMGO (ex-GAÏA, ex-BGO) exploite sur le territoire de la commune de Saverdun une carrière de matériaux alluvionnaires. Elle est autorisée pour une production de 490 000 tonnes de granulats par an au maximum. Dans le cadre de la remise en état du site, la société CMGO est autorisée à remblayer les terrains excavés et à utiliser des matériaux inertes provenant de l'extérieur pour le faire.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en place des registres de traçabilité des déchets et terres excavées définis par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021;
- respect de la réglementation relative au remblaiement des carrières et du protocole de remblaiement du 10 janvier 2014

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. II.	/	Sans objet
Remblayage de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. III.	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
Traçabilité des terres excavées et sédiments (Articles 6 à 9)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions communes (Articles 10 à 17)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 13	/	Sans objet
suites de la dernière visite	Autre du 10/01/2014, article 2 > objectif 1	/	Sans objet
suites de la dernière visite	Autre du 10/01/2014, article 2 > objectif 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite n'ont pas mis en exergue de non-conformités ayant un impact préjudiciable sur l'environnement, mais de simples écarts documentaires par rapport aux registres de traçabilités des déchets et terres excavées, ainsi que des points de vigilance en ce qui concerne les dates de validité des documents d'acceptation préalable et les délais de réalisation du plan topographique par le prestataire externe.

Les écarts constatés sur les registres de traçabilité peuvent s'expliquer par la nouveauté de cette réglementation (arrêté ministériel du 31 mai 2021) et de son entrée en vigueur (1er janvier 2022).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, registre déchets reçus
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté son registre de suivi des matériaux inertes entrants sur le site pour valorisation ou recyclage. La comparaison des informations entre les éléments fixés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et ceux suivis par l'exploitant a montré que les éléments suivant devaient être rajoutés:

- la raison sociale et le n°SIRET du producteur initial du déchet,
- la raison sociale et le n°SIRET du transporteur,
- le code de traitement du déchet selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE.

Il convient également de préciser le statut de l'entreprise Malet en ce qui concerne la gestion des matériaux inertes sur le site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Propositions de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Traçabilité des terres excavées et sédiments (Articles 6 à 9)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Registre terres excavées reçues

Prescription contrôlée :

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

- a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :
 - la date de réception ;
- b) Concernant la dénomination, nature et quantité :
 - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
 - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
 - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
 - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
 - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
 - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;
- c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
 - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
 - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
 - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;
- d) Concernant l'opération de traitement :
 - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
 - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté son registre de suivi des terres excavées et sédiments entrants sur le site pour valorisation ou recyclage. La comparaison des informations entre les éléments fixés par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et ceux suivis par l'exploitant a montré que les éléments suivant devaient être rajoutés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le n°SIRET du producteur initial du déchet, - la raison sociale et le n°SIRET du transporteur, - le code de traitement du déchet selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE, - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées ou sédiments avec leurs identifications, - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols, - les parcelles cadastrales de destination avec leur identification. <p>il convient également de préciser le statut de l'entreprise Malet en ce qui concerne la gestion des terres excavées et sédiments sur le site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Propositions de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Dispositions communes (Articles 10 à 17)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Forme du registre
<p>Prescription contrôlée : Les registres spécifiés aux articles 1er à 9 du présent arrêté peuvent être contenus dans un document papier ou informatique.</p>
Constats : Le registre de suivi est sous forme informatique
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. II.
Thème(s) : Risques chroniques, déchets inertes : caractéristiques
<p>Prescription contrôlée : Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; - les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que les matériaux inertes faisaient l'objet d'une procédure d'acceptation préalable avant leur arrivée sur site. Une fois les contrôles visuels réalisés, les matériaux inertes composés de terres et cailloux font l'objet d'analyse par lot avant leur mise en remblaiement. En cas d'analyse non conforme, les terres sont renvoyées.</p> <p>La consultation par sondage des documents d'acceptation préalable a montré que ces derniers sont correctement renseignés avec les éléments fixés à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. Cependant, il est apparu qu'un document d'un chantier réalisé par la société STGC avait dépassé sa date de validité alors que les chargements continuaient à être acceptés sur le site.</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser une nouvelle procédure d'acceptation préalable pour les matériaux concernés provenant du chantier STGC, - mettre en place un système de vérification des validités des documents d'acceptation préalable avant les livraisons de matériaux inertes.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Propositions de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Remblayage de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12 > 12.3. III.
Thème(s) : Risques chroniques, déchets inertes : contrôle et traçabilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.</p> <p>Constats : L'inspection a demandé à consulter le plan topographique des zones remblayées mis à jour depuis la dernière visite. L'exploitant a expliqué être en attente de ce plan, les relevés topographiques ayant été réalisés en novembre 2021.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Propositions de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : suites de la dernière visite

Référence réglementaire : Autre du 10/01/2014, article 2 > objectif 1
Thème(s) : Risques chroniques, Certificats d'acceptation préalables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La consultation des documents d'acceptation préalable a montré un écart entre les documents collectés au niveau du pont-bascule par l'opératrice de la société Malet, à laquelle la société CMGO a délégué cette mission, et les informations présentes sur le reporting de la société CMGO. Interrogé sur ce point, l'exploitant a expliqué que les documents de reporting ne constituaient qu'un simple fichier de suivi des clients apportant les matériaux sur le site et que le document d'acceptation préalable permettant de statuer sur l'acceptabilité des matériaux était celui établi par la société Sablières Malet. Ce point constitue un fait susceptible de mise en demeure ou de sanction (SMDS).</p> <ul style="list-style-type: none"> • SMDS 1 : l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est seul responsable de la qualité des déchets acceptés sur le site et que, même si l'accueil des déchets a été délégué à une société tierce, il lui appartient de statuer sur l'acceptabilité des déchets entrants. <p>Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les documents d'acceptation préalable étaient désormais visés par la directrice technique de la société CMGO signifiant ainsi leur acceptation par la société.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : suites de la dernière visite

Référence réglementaire : Autre du 10/01/2014, article 2 > objectif 1
Thème(s) : Risques chroniques, Formation des opérateurs
Prescription contrôlée : Lors de la conversation avec l'opératrice de pont-bascule travaillant pour la société Sablières Malet, il est apparu que cette dernière, nouvellement recrutée, n'avait pas été encore formée à l'accueil des matériaux inertes. <ul style="list-style-type: none">• SMDS 2 : l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit veiller à la formation à l'accueil des matériaux inertes des personnels en charge de cette activité, et que cette formation doit être dispensée avant la prise de fonction du personnel.
Constats : Lors de la visite, le personnel du pont bascule a présenté son attestation de formation à l'accueil des matériaux inertes.
Type de suites proposées : Sans suite